

## Les entreprises étrangères en Ile-de-France

**L'Ile-de-France est la première région française devant le Nord Pas-de-Calais et l'Alsace à accueillir les investissements directs étrangers (IDE). Ceux-ci sont en nette progression depuis 1997 et s'accompagnent de nombreuses créations d'emplois. Depuis 3 ans, l'Ile-de-France accueille 11 % des projets et 15 % des emplois créés. Cette embellie s'observe également aux niveaux national et européen.**

### Les investissements directs étrangers en Europe.

Entre 1997 et 1999, selon Eurostat, le montant des investissements directs étrangers (IDE) à destination des pays de l'Union Européenne a presque triplé, passant de 670 milliards de francs en 1997 à près de 2 000 milliards en 1999. Ces investissements proviennent essentiellement des autres pays de l'Union Européenne (70 %) et des Etats-Unis (20 %).

En volume, les principaux pays d'accueil de ces investissements sont le Royaume-Uni (944 milliards de francs cumulés sur les trois années), la France (533 milliards) et la Suède (529 milliards). L'Allemagne arrive en 4<sup>e</sup> position avec 509 milliards de francs.

Ce classement est bouleversé lorsque l'on rapporte le volume des IDE au PIB de chaque pays : la Suède est le pays le plus ouvert aux investisseurs étrangers (les IDE représentent 12 % de son PIB sur la période). Les Pays-Bas (7,5 %) et la Belgique (6,5 %) se distinguent également. A contrario, compte tenu de l'importance de leur PIB, l'attractivité de la France (2 %) et de l'Allemagne (1,3 %) reste faible.

### Les IDE en France

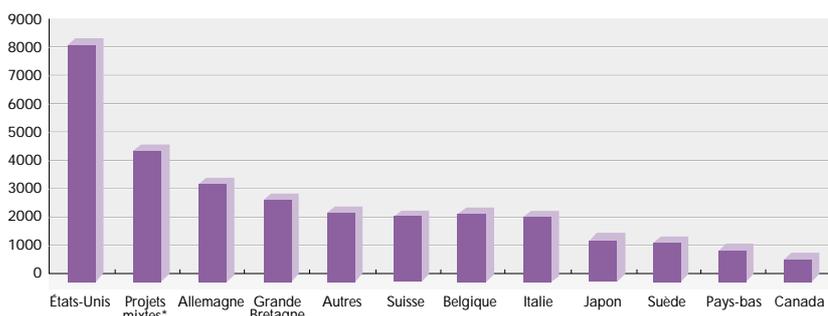
Au cours de la période 1997-1999, la France a renforcé son attractivité auprès des investisseurs étrangers. Selon Eurostat, le montant des IDE à destination de la France a presque doublé entre 1997 et 1999 (+ 84 %), atteignant en 1999 241 milliards de francs.

Cette progression est confirmée par les statistiques d'Invest in France Network (IFN). Les secteurs informatiques, de l'automobile et des services sont les plus représentés parmi les IDE en France. Ils proviennent essentiellement des pays de l'Union Européenne (notamment de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne) et des Etats-Unis.

En 1997, 362 projets ont engendré 24 212 emplois directs; en 1998, on comptait 445 projets pour 29 411 emplois ; en 1999, les projets au nombre de 447 ont créé 31 726 emplois directs.

Ces projets se répartissent entre toutes les régions françaises, mais l'Ile-de-France concentre, en moyenne sur la période, environ 11 % des projets et 15 % des emplois. Ceci en fait la première région française en termes d'accueil, suivie par le Nord Pas-de-Calais (9 % des emplois et 11 % des projets) et l'Alsace (9 % des emplois et 9 % des projets).

### L'origine des IDE en France en 1999 en nombre d'emplois créés



\*venant de plusieurs pays

Source : IFN

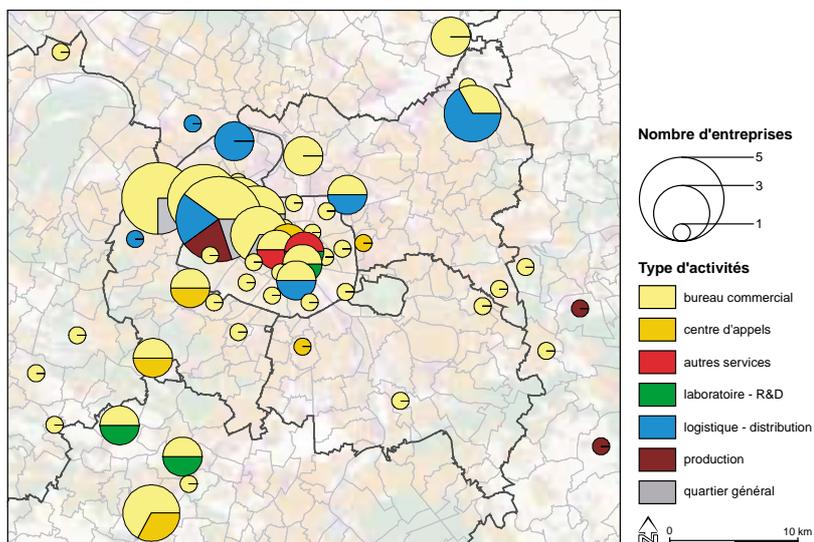
## L'image de L'Ile-de-France en 2000

L'Ile-de-France apparaît comme une Région de première importance pour l'accueil des IDE. Cette place privilégiée est mise en évidence par la dernière enquête annuelle menée par Healey & Baker auprès des chefs d'entreprise sur l'attractivité des métropoles européennes.

La Région Capitale bénéficie notamment de sa position centrale en Europe. Elle est classée 2<sup>e</sup> pour l'accès aux marchés. Les communications sont également un des atouts majeurs de l'Ile-de-France. C'est ainsi qu'elle se situe au 1<sup>er</sup> rang pour son réseau de transport régional et au 2<sup>e</sup> rang pour l'accessibilité nationale et internationale ainsi que pour la qualité des équipements de télécommunications.

Les investisseurs internationaux mettent également en avant la disponibilité de la main d'œuvre qualifiée, Paris étant classé 2<sup>e</sup>. La qualité de vie est enfin appréciée par les chefs d'entreprise et elle constitue souvent un élément décisif au moment du choix final. L'Ile-de-France se situe en 3<sup>e</sup> position, juste derrière Barcelone et Madrid.

## Entreprises étrangères implantées en Ile-de-France entre 1997 et 1999



Source : AIE

## Les IDE dans l'industrie en Ile-de-France

En 1997, dernière année pour laquelle les statistiques du SESSI (Services des Statistiques de l'Industrie, Ministère de l'Industrie et du Commerce Extérieur) sont disponibles, l'Ile-de-France comptait 2 066 établissements à participation étrangère (soit 23 % du nombre d'établissements industriels franci-

liens), ce qui représentait 160 000 emplois (32 % des emplois industriels franciliens).

Entre 1993 et 1997, le nombre d'établissements industriels à participation étrangère a baissé de 16 % et celui des effectifs de 10 %.

Ces baisses sont imputables à la récession du milieu des années 1990, ainsi qu'au mouvement général de restructuration qui a suivi la création du Marché Commun en 1992. Cependant, en raison de l'importante diminution des effectifs industriels

## L'implantation étrangère dans l'industrie au 1<sup>er</sup> janvier 1997

	Nombres d'établissements			Effectifs employés (en milliers)		
	Entreprises à participation étrangère	Entreprises à capitaux français	Ensemble de l'industrie	Entreprises à participation étrangère	Entreprises à capitaux français	Ensemble de l'industrie
Ile-de-France	2 066	6 914	8 980	160	341	502
Bassin Parisien (hors RIF)	2 210	8 038	10 248	252	537	789
Autres régions	4 588	16 795	21 383	381	1 037	1 418
Total France	8 864	31 747	40 611	793	1 915	2 709
Ile-de-France/France	23,30 %	21,70 %	22,10 %	20,20 %	17,80 %	18,50 %
Bassin Parisien (hors RIF)	24,90 %	25,30 %	25,20 %	31,70 %	28 %	29,10 %
Ile-de-France + BP/France	48,20 %	47 %	47,30 %	51,90 %	45,80 %	47,60 %

Source : SESSI

franciliens, la proportion d'emplois dans les établissements étrangers est passée de 27 % à 31 %.

Les principaux pays investisseurs dans l'industrie francilienne sont les Etats-Unis (33 % du total des emplois des établissements industriels étrangers), l'Allemagne (17,5 %) et la Grande-Bretagne (15 %).

La présence étrangère est particulièrement forte dans des secteurs de technologie avancée, comme l'industrie pharmaceutique (66 % des emplois), la parachimie (63 % des emplois) ou la fabrication de matériel informatique (50 %). Des secteurs plus « traditionnels » sont également fortement représentés, comme la fabrication de pâte à papier, de papier et de carton (66 %) ou la fabrication de matériaux de construction (57 %).

Cependant, des secteurs jugés stratégiques résistent encore aux investisseurs étrangers : l'industrie automobile (1,4 % des emplois) ou la construction aéronautique et spatiale (2 % des emplois).

## Les décisions d'implantation en Ile-de France en 1997, 1998 et 1999

	Nombre d'entreprise implantées	Emplois créés ou maintenus	Emplois annoncés à terme	Total emplois
1997	51	897	ND	897
1998	32	593	2 355	2 948
1999	13	1 472	393	1 865

Source : AIE

### AIE : 96 implantations entre 1997 et 1999

L'Agence pour l'Implantation des Entreprises en Ile-de-France (AIE) a été créée en 1989, à l'initiative du Conseil régional d'Ile-de-France. Elle a pour vocation de faciliter l'implantation des entreprises étrangères dans la Région Capitale.

L'AIE travaille en partenariat avec le réseau national Invest in France et les Comités d'Expansion des départements franciliens.

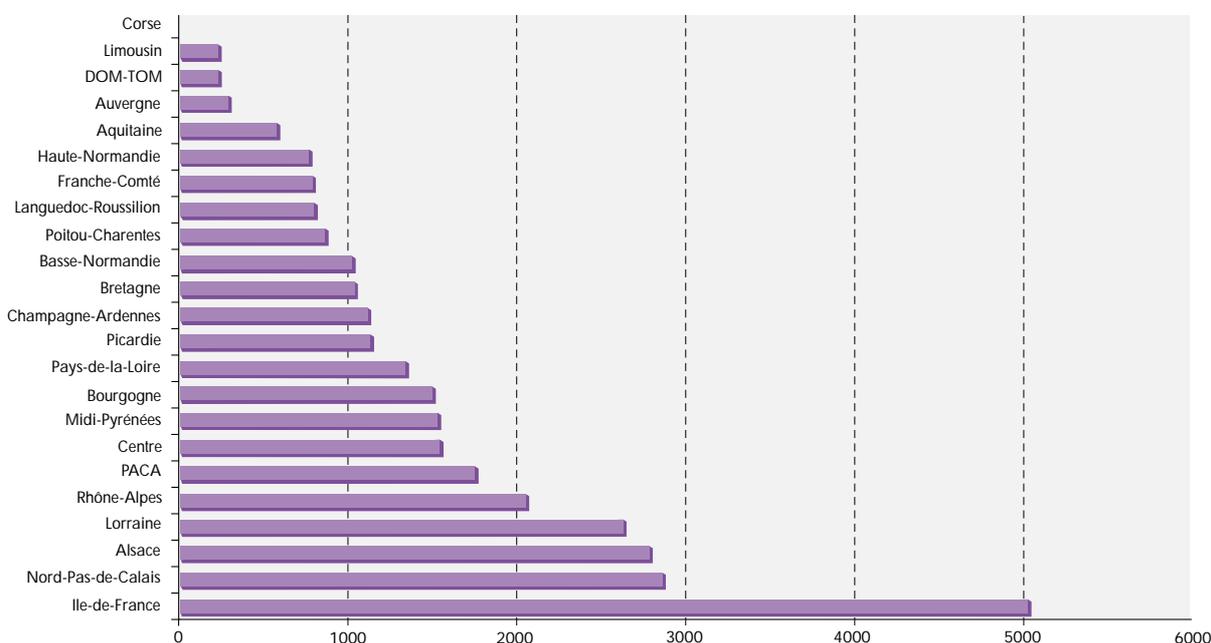
Pour cela, elle fournit aux investis-

seurs les informations dont ils ont besoin pour étudier leurs projets d'investissement en Ile-de-France.

La grande majorité des entreprises qui se sont implantées en Ile-de-France entre 1997 et 1999, avec le soutien de l'AIE occupent essentiellement des fonctions de coordination (bureau commercial et quartier général) et de logistique.

Les principales entreprises implantées sont Transcom (centre d'appels qui prévoit 400 emplois à terme), Nortel (avec 3 500 emplois prévus à terme) et Capital One (centre d'appels avec 250 emplois).

## Les emplois créés par les IDE dans les régions françaises en 1999



Source : IFN

**Les emplois engendrés par les investissements directs étrangers en France selon le secteur d'activité**

Secteur	1997	1998	1999	Part sur les 3 ans
Electronique/Telecom/Informatique	3 832	5 632	4 840	17,2 %
Conseil/Services	2 109	3 679	4 088	11,9 %
Bois/Papier/Verres/Céramique	2 697	1 692	3 353	9,3 %
Automobile	4 395	4 915	2 767	14,6 %
Biens d'équipement	959	1 035	2 310	5,1 %
Agro-alimentaire	-	2 187	2 298	5,4 %
Tourisme	-	70	1 650	2,1 %
Plasturgie	1 383	1 421	1 618	5,2 %
Mécanique/Electromécanique	2 259	1 597	1 499	6,5 %
Pharmacie/Santé	1 113	1 314	1 439	4,7 %
Travail des métaux	929	2 060	1 426	5,2 %
Chimie/Biotechnologies	599	958	1 310	3,4 %
Ameublement/Textile	569	1 568	1 144	4 %
Autres secteurs	824	1 283	1 984	4,9 %
<b>Total</b>	<b>24 212</b>	<b>29 411</b>	<b>31 726</b>	<b>100 %</b>

Source : IFN

**Investissement Direct Etranger (IDE)** : selon Eurostat, les IDE désignent la catégorie des investissements internationaux qui reflètent l'intention d'une entité résidente d'une économie d'acquérir ou d'accroître un intérêt durable dans une entité résidente d'une autre économie. On considère que cette notion est respectée quand l'investisseur acquiert au moins 10 % du capital de l'entreprise d'investissement (y compris rachat d'entreprises ou fusions-acquisitions).

**Etablissement étranger** : les statistiques du SESSI portent sur les établissements de plus de 20 salariés dont le capital est détenu à plus de 50 % par une entreprise étrangère.

**Invest in France Network** : le Réseau Invest in France, créé à l'initiative de la DATAR, a pour mission d'encourager les entreprises étrangères à s'implanter en France. Il dispose de 18 agences à travers le monde entier qui fournissent les premiers services et informations aux investisseurs.

**Pour en savoir plus**

Agence pour l'Implantation des Entreprises (AIE) : Rapports annuels 1997, 1998 et 1999 (<http://www.invest-iledefrance.org>)

IFN : Les décisions d'investissement étrangers en France, édition 1997, 1998 et 1999 (<http://www.investinfrance.org>)

SESSI : L'implantation étrangère dans l'industrie au 1<sup>er</sup> janvier. (rapports annuels)

Healey & Baker : European cities, Monitor, Europe's top cities, 2000

Les Notes Bleues de Bercy : Les investissements directs entre la France et l'étranger en 1999, 2000, n°190

Eurostat : Statistique en bref, Economie et Finances, n°15 et 28/2000